
Troisième session, trentième Législature

Third Session, Thirtieth Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi no 47

Bill No. 47

Loi constituant l'Office de la construction du Québec et modifiant de nouveau la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction

An Act to establish the Office de la construction du Québec and to again amend the Construction Industry Labour Relations Act

Première lecture

First reading

M. COURNOYER

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

CHARLES-HENRI DUBÉ

QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1975

Projet de loi no 47

Loi constituant l'Office de la construction du Québec et modifiant de nouveau la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 1 de la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction (1968, chapitre 45), modifié par l'article 1 du chapitre 35 des lois de 1970, l'article 1 du chapitre 46 des lois de 1971 et par l'article 1 du chapitre 28 des lois de 1973, est de nouveau modifié:

a) par le remplacement des paragraphes a à d par les suivants:

« a) « association »: un syndicat professionnel représentant des salariés de la construction ou tout groupement de salariés de la construction non constitué en corporation, une union, fédération ou confédération de tels syndicats ou groupements, un conseil de métiers, un conseil provincial de métiers ou une fédération de tels conseils, ayant pour but l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et éducatifs de ses membres et dont la compétence s'étend à l'ensemble du Québec pour tous les métiers et emplois de la construction;

« b) « association représentative »: une association à qui l'Office a délivré le certificat prévu à l'article 7c;

« c) « association d'employeurs »: l'Association des entrepreneurs en construction du Québec;

Bill No. 47

An Act to establish the Office de la construction du Québec and to again amend the Construction Industry Labour Relations Act

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 1 of the Construction Industry Labour Relations Act (1968, chapter 45), amended by section 1 of chapter 35 of the statutes of 1970, by section 1 of chapter 46 of the statutes of 1971 and by section 1 of chapter 28 of the statutes of 1973, is again amended:

(a) by replacing paragraphs a to d by the following:

“(a) “association”: a professional union representing construction employees or any unincorporated group of construction employees, a federation or confederation of such unions or groups, a trades council, a provincial trades council or a federation of such councils, having for its object the study, defence and development of the economic, social and educational interests of its members and which has jurisdiction throughout the province of Québec in respect of all construction trades and employments;

“(b) “representative association”: an association to which the board has issued the certificate provided for in section 7c;

“(c) “employers’ association”: the Association of Building Contractors of Québec;

NOTES EXPLICATIVES

Les objets principaux de ce projet sont les suivants:

1° La constitution d'un Office de la construction du Québec, chargé de l'application du décret de la construction à la place de la Commission de l'industrie de la construction et du Comité des avantages sociaux de l'industrie de la construction qui sont abolis;

2° la constitution d'un Comité mixte de la construction, formé paritairement, dont la fonction principale est de décider de tout litige relatif à l'interprétation du décret;

3° la consultation, organisée et contrôlée par l'Office, de tout salarié de la construction pour connaître le choix qu'il fait, pour toute la durée du décret, d'une association représentative de salariés;

4° la limitation au mois qui précède cette consultation, de la possibilité pour les associations désireuses d'être reconnues comme représentatives de solliciter l'adhésion de membres;

5° la constitution d'une association patronale unique;

6° l'apport de précisions quant à l'arbitrage des griefs;

7° l'imposition de normes minimales de démocratisation aux associations patronales et syndicales;

8° la prise en charge par l'Office, du placement, de la sécurité et de la formation professionnelle dans la construction.

EXPLANATORY NOTES

The main objects of this bill are the following:

1. The establishment of a construction board called the Office de la construction du Québec, entrusted with the application of the construction decree in lieu of the Construction Industry Commission and of the Construction Industry Social Benefits Committee, which are abolished;

2. the establishment of the joint (parity) Construction Committee, whose main duty will be to decide any dispute relating to the interpretation of the decree;

3. the consultation, organized and supervised by the board, of every construction employee to learn his choice, for the term of the decree, of a representative association of employees;

4. the limiting, to the month preceding such consultation, of the right of associations wishing to be recognized as representative, to solicit memberships;

5. the establishment of one and only employers' association;

6. specifications respecting the arbitration officer on grievances;

7. the imposition of minimum standards of democratization on the employers' and union associations;

8. the taking over by the board, of the employment, security and vocational training of construction employees.

« d) « Office »: l'Office de la construction du Québec;

« d') « Comité »: le Comité mixte de la construction; »;

b) par le remplacement, dans les deux dernières lignes du paragraphe f, des mots « une ou plusieurs associations d'employeurs représentatives; » par les mots « l'association d'employeurs; ».

2. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 1, du chapitre, de l'intitulé et des articles suivants:

« CHAPITRE I A

OFFICE DE LA CONSTRUCTION ET COMITÉ MIXTE DE LA CONSTRUCTION

§ 1. — *Office*

« **1a.** Un organisme est institué sous le nom de « Office de la construction du Québec ».

L'Office est chargé de la mise à exécution de la convention collective ou du décret adopté en vertu de la présente loi, de tout régime relatif aux avantages sociaux ainsi que des autres fonctions que la présente loi lui confère.

Le ministre peut confier à l'Office tout travail de contrôle ou de mise à exécution de lois ou règlements connexes au domaine de la construction qui relèvent du ministre.

L'Office a son siège dans la Ville de Québec ou dans celle de Montréal selon que le décide le lieutenant-gouverneur en conseil par un arrêté qui entre en vigueur sur publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Il peut tenir séance à tout endroit du Québec.

« **1b.** L'Office est une corporation au sens du Code civil.

Outre les pouvoirs que la présente loi lui confère, l'Office peut:

a) acquérir, posséder, améliorer, prendre à bail et aliéner, à titre onéreux, toutes sortes de biens, meubles et immeubles;

b) faire des emprunts de deniers;

“(d) “board”: the Office de la construction du Québec;

“(d’) “Committee”: the joint Committee on Construction;”;

(b) by replacing the words “one or more representative employers’ association” in the fifth and sixth lines of paragraph f by the words “the employers’ association”.

2. The said act is amended by inserting after section 1, the following chapter, heading and sections:

“CHAPTER I A

OFFICE DE LA CONSTRUCTION AND JOINT CONSTRUCTION COMMITTEE

§ 1. — *Office*

“**1a.** An agency, hereinafter called “the board”, is established under the name of “Office de la construction du Québec”.

The board shall be entrusted with the carrying out of the collective agreement or decree adopted under this act, of any plan relating to fringe benefits and of the other functions assigned to it by this act.

The Minister may entrust the board with any work of supervision or of carrying out of the acts or regulations related to construction which come under the Minister's jurisdiction.

The board shall have its seat in the City of Québec or the City of Montreal as the Lieutenant-Governor in Council may decide by an order which shall come into force on publication in the *Gazette officielle du Québec*.

It may hold its sittings at any place in the province of Québec.

“**1b.** The board is a corporation within the meaning of the Civil Code.

In addition to the powers conferred on it by this act, the board may:

(a) acquire, own, improve, lease and alienate by onerous title all moveable and immoveable property;

(b) borrow money;

c) nonobstant les dispositions du Code civil, hypothéquer, nantir ou mettre en gage, sans dépossession, céder ou transporter ses biens, meubles ou immeubles, présents ou futurs, pour assurer le paiement des obligations ou valeurs émises, donner une partie seulement de ces garanties aux mêmes fins, et constituer tels hypothèques, nantissement ou gage par acte de fidéicommis, conformément à la Loi des pouvoirs spéciaux des corporations;

d) accepter toute donation, legs ou autre libéralité à titre entièrement gratuit et inconditionnel;

e) nommer le personnel nécessaire à l'exécution de ses fonctions, fixer ses attributions et sous réserve de l'article 1*d*, fixer sa rémunération.

« **1c. 1.** L'Office est formé de trois membres, dont un président, nommés pour au plus dix ans par le lieutenant-gouverneur en conseil qui fixe leur traitement et leurs conditions de travail. Une fois fixés, la durée de leur mandat et le montant de leur traitement ne peuvent être réduits.

2. Nonobstant l'expiration de leur mandat, les membres restent en fonction jusqu'à ce qu'ils soient remplacés ou nommés de nouveau.

Aucun bref de quo warranto, de mandamus, de certiorari ou de prohibition ne peut être délivré ni aucune injonction accordée contre l'Office ni contre les membres agissant en leur qualité officielle.

3. Au cas d'absence du président, celui des membres que désigne le lieutenant-gouverneur en conseil le remplace et en exerce tous les pouvoirs.

4. Au cas d'incapacité d'agir d'un membre, le lieutenant-gouverneur en conseil peut lui nommer temporairement un remplaçant, aux conditions et moyennant la rémunération qu'il détermine.

5. Le quorum de l'Office est de deux membres, dont le président. La voix du président est prépondérante.

6. Les membres doivent s'occuper exclusivement des devoirs de leur fonction.

7. Les membres doivent, avant de commencer à exercer leurs fonctions, prêter serment de bien et fidèlement remplir les devoirs de leur fonction.

(c) notwithstanding the provisions of the Civil Code, hypothecate, mortgage or pledge, while retaining possession thereof, assign or transfer its moveable or immoveable property, present or future, to secure the payment of the bonds or securities issued, give a part only of such guarantees for the same objects, and constitute such hypothec, mortgage or pledge by trust deed in accordance with the Special Corporate Powers Act;

(d) accept any gift, legacy or other liberality, by gratuitous and unconditional title;

(e) appoint the personnel necessary to the carrying out of its functions, define their duties and, subject to section 1*d*, fix their remuneration.

“ **1c. (1)** The board shall consist of three members, one of whom shall be the chairman, appointed for not more than ten years by the Lieutenant-Governor in Council, who shall fix their salary and conditions of employment. Once fixed, their term of office and the amount of their salary shall not be reduced.

(2) Notwithstanding the expiry of their term, the members shall remain in office until they are replaced or reappointed.

No writ of quo warranto, mandamus, certiorari or of interdiction may be issued and no injunction granted against the board or the members acting in their official capacity.

(3) If the chairman is absent, the member designated by the Lieutenant-Governor in Council shall replace him and exercise all his powers.

(4) If a member is unable to act, the Lieutenant-Governor in Council may temporarily appoint a person to replace him on the conditions and for the remuneration he determines.

(5) Two members, one of whom is the chairman, constitute a quorum of the board. The chairman shall have a casting vote.

(6) The members shall devote their time exclusively to the duties of their office.

(7) The members shall, before coming into office, take an oath to well and faithfully fulfil the duties of their office.

8. Aucun membre ne peut, sous peine de déchéance de sa charge, avoir un intérêt direct ou indirect dans une entreprise mettant en conflit son intérêt personnel et celui de l'Office.

Toutefois, cette déchéance n'a pas lieu si un tel intérêt lui échoit par succession ou par donation pourvu qu'il y renonce ou en dispose avec toute la diligence possible.

9. Le président préside les réunions de l'Office; il est responsable de l'administration des affaires de l'Office dans le cadre de ses règlements.

« 1d. Les conditions de travail du personnel de l'Office sont déterminées à l'échelle provinciale.

Si les conditions de travail sont déterminées par voie de négociations, la convention collective n'est valide que si elle est négociée et agréée pour le compte du personnel par des représentants mandatés par l'association accréditée en vertu du Code du travail et, pour le compte de l'Office, par les représentants de ce dernier et par le gouvernement ou ses représentants.

Si les conditions de travail ne sont pas déterminées par négociations, elles le sont par voie de règlement du lieutenant-gouverneur en conseil.

Si des fonctionnaires du gouvernement sont affectés à l'Office, le président exerce à leur égard les pouvoirs d'un sous-chef au sens de la Loi de la fonction publique.

« 1e. Sont authentiques les procès-verbaux des séances approuvés par l'Office et certifiés par le président ou le secrétaire. Il en est de même des documents ou des copies émanant de l'Office ou faisant partie de ses archives, lorsqu'ils sont signés par le président ou le secrétaire de l'Office.

« 1f. Dans l'exercice de ses pouvoirs, l'Office peut, par lui-même ou une personne qu'il désigne, enquêter sur toute matière de sa compétence.

L'Office, pour ses enquêtes, a les pouvoirs et les immunités d'un commissaire nommé en vertu de la Loi des commissions d'enquête (Statuts refondus, 1964, chapitre 11).

(8) No member may, under pain of forfeiture of office, have a direct or indirect interest in any enterprise that places his personal interest in conflict with that of the board.

However, such forfeiture shall not occur if such interest devolves to him by succession or gift provided that he renounces it or disposes of it with all possible dispatch.

(9) The chairman shall preside at the meetings of the board; he shall be responsible for the administration of the affairs of the board within the framework of its regulations.

“ 1d. The conditions of employment of the personnel of the board shall be determined at the provincial level.

If the conditions of employment are determined by way of negotiation, the collective agreement shall not be valid unless it is negotiated and approved on behalf of the personnel by representatives authorized by the association certified under the Labour Code and, on behalf of the board, by its representatives and by the government or its representatives.

If the conditions of employment are not determined by negotiation, they shall be determined by regulation of the Lieutenant-Governor in Council.

If functionaries of the government are assigned to the board, the chairman, with regard to them, shall exercise the powers of a deputy-head within the meaning of the Civil Service Act.

“ 1e. The minutes of the sittings, approved by the board and certified by the chairman or by the secretary are authentic. The same applies to documents and copies emanating from the board or forming part of its records when they are signed by the chairman or secretary of the board.

“ 1f. In the performance of its duties, the board may, itself or through a person it designates, inquire into any matter within its competence.

The board shall have, for its inquiries, the power and immunities of a commissioner appointed under the Public Inquiry Commission Act (Revised Statutes, 1964, chapter 11).

« **1g.** L'année financière de l'Office est l'année civile.

Les dépenses encourues par l'Office pour son administration sont à la charge de l'Office.

« **1h.** L'Office doit, au plus tard le 30 juin de chaque année, soumettre au ministre un rapport de ses activités pour l'année financière précédente. Le ministre doit déposer ce rapport devant l'Assemblée nationale dans les trente jours de sa réception si elle est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.

« **1i.** L'Office doit, au moins deux mois avant le début de chaque année financière, préparer son budget.

Avant le début du mois qui précède le début de l'année financière, ce budget est transmis, pour approbation, au Comité. Si ce dernier ne l'a pas adopté le 31 décembre, le budget entre automatiquement en vigueur le premier janvier.

« **1j.** Les comptes de l'Office sont vérifiés par le vérificateur général une fois l'an et en outre, chaque fois que le décrète le lieutenant-gouverneur en conseil.

« **1k.** L'Office doit transmettre au Comité un rapport trimestriel certifié conforme par un comptable agréé résidant au Québec de toutes les sommes qu'il a perçues et de leur emploi.

« **1l.** L'Office doit fournir un cautionnement par police de garantie pour l'administration des fonds qui lui sont confiés et transmettre cette dernière au ministre.

« **1m.** L'Office:

a) doit établir un bureau dans chaque région où il l'estime nécessaire pour la bonne exécution de son mandat;

b) doit considérer toute plainte écrite d'un employeur ou d'un salarié relative à l'exécution de son mandat.

« **1n.** L'Office peut adopter des règlements pour sa régie interne et pour toutes les fins de l'exécution de son mandat.

“ **1g.** The fiscal year of the board shall be the calendar year.

The expenses incurred by the board for its administration shall be charged to the board.

“ **1h.** The board must, not later than 30 June each year, submit to the Minister a report of its activities for the preceding fiscal year. The Minister must table such report before the National Assembly within thirty days of receiving it if it is in session or, if it is not, within thirty days of the opening of the next session.

“ **1i.** The board must, at least two months before the beginning of each fiscal year, prepare its budget.

Before the beginning of the month preceding the beginning of the fiscal year, such budget shall be submitted to the Committee for approval. If the Committee has not adopted it on 31 December, the budget shall automatically come into force on 1 January.

“ **1j.** The accounts of the board shall be audited by the Auditor-General every year and also whenever required by the Lieutenant-Governor in Council.

“ **1k.** The board must submit to the Committee a quarterly report, certified true by a chartered accountant resident in the province of Québec, of all the sums collected by it and of the use made of them.

“ **1l.** The board shall give security by a guarantee policy for the administration of the funds entrusted to it and send it to the Minister.

“ **1m.** The board must:

(a) establish an office in each region where it considers that one is required for the efficient carrying out of its duties;

(b) consider any written complaint from an employer or employee respecting the carrying out of its duties.

“ **1n.** The board may make by-laws for its internal management and for all purposes of its duties.

Ces règlements sont soumis à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil.

Such by-laws shall be submitted to the Lieutenant-Governor in Council for approval.

§ 2. — *Comité mixte*

« **1o.** Le ministre doit procéder à la formation d'un organisme désigné sous le nom de « Comité mixte de la construction ».

Ce comité est chargé de décider de tout litige quant à l'interprétation de la convention collective ou du décret.

Il donne aussi son avis sur toute question que peut lui soumettre l'Office.

« **1p. 1.** Le Comité est composé de douze personnes, dont six représentant les associations de salariés représentatives et six représentant l'association d'employeurs.

2. Chacune des associations de salariés représentatives à un degré de cinq pour cent désigne un membre.

Si les six postes auxquels ont droit les associations de salariés représentatives ne se trouvent pas ainsi comblés, ceux-ci sont remplis, lors d'un deuxième tour, à raison d'un membre additionnel par association de salariés représentative à un degré de quinze pour cent ou plus. Chaque association exerce son droit de nomination à tour de rôle, par ordre de degré de représentativité de chacune, jusqu'à ce que tous les postes aient été comblés.

S'il reste alors des postes à remplir, un troisième tour est tenu, de la même manière, par les associations de salariés représentatives à un degré de trente pour cent ou plus.

3. L'association des employeurs désigne les six membres auxquels elle a droit; chacun des quatre secteurs doit toutefois être représenté par un membre.

4. Chaque association désigne également un substitut pour chacun des membres qu'elle désigne; ce substitut n'assiste aux séances qu'en l'absence du membre dont il est substitut.

5. Le Comité désigne, pour chaque séance, un président parmi les membres présents. Ce président a droit de voter mais n'a pas de voix prépondérante.

§ 2. — *Joint Committee*

« **1o.** The Minister must establish a body designated under the name of "joint Committee on Construction".

Such Committee shall have charge of deciding any dispute respecting the interpretation of the collective agreement or of the decree.

It shall also give its opinion on any matter submitted to it by the board.

« **1p. (1)** The Committee shall consist of twelve persons, six of whom represent the representative associations of employees and the other six of whom represent the employers' association.

(2) Each of the associations of employees whose representativeness is five per cent shall designate one member.

If the six places to which the representative associations of employees are entitled are not filled in this manner, they shall be filled, on the second round, to the extent of one additional member for each association of employees whose representativeness is fifteen per cent or more. Each association shall in turn exercise its right to appoint one member in order of representativeness until all the places are filled.

If any place remains unfilled, a third round shall be held in the same manner by the associations of employees whose representativeness is thirty per cent or more.

(3) The employers' association shall designate the six members to whom it is entitled; each of the four sectors must however be represented by a member.

(4) Each association shall also designate one substitute for each member it designates; such substitute shall not attend a meeting unless the member he substitutes for is absent.

(5) The Committee shall designate, for each meeting, a chairman from among the members present. Such chairman shall have the right to vote but shall not have a casting vote.

6. Les procès-verbaux des séances du Comité sont dressés par un membre du personnel de l'Office.

Ces procès-verbaux, approuvés par le Comité, sont authentiques.

Ils sont transmis à l'Office qui peut en délivrer des copies conformes sous la signature de son président ou de son secrétaire.

7. Le quorum du Comité est constitué de trois des membres désignés par l'association d'employeurs et de trois des membres représentant les associations représentatives de salariés.

8. Les associations ayant droit de désigner les membres du Comité doivent faire parvenir à l'Office, dans le mois qui suit la publication du décret, le nom de tels membres et la durée de leur mandat de même que le nom des substitués. Tel mandat est renouvelable et toute vacance est comblée pour la partie non écoulée du mandat du membre à remplacer et en suivant les mêmes modalités.

9. Pour être valablement prise, toute décision doit être approuvée à la fois par une majorité syndicale et par l'association patronale. Chaque association représentative dispose, par l'entremise de l'ensemble de ses représentants, d'un vote dont la valeur relative correspond au degré de représentativité de l'association.

Si les parties ne parviennent pas à s'entendre, l'affaire est *ipso facto* soumise à l'Office, dont la décision est sans appel. Il en est de même si le Comité refuse d'agir ou si, dans l'opinion de l'Office, il retarde indûment à le faire.

10. Toute association peut en appeler à l'Office d'une décision prise par le Comité concernant l'interprétation du décret. Tel appel doit être communiqué, par écrit, au secrétaire de l'Office, au plus tard cinq jours ouvrables suivant la date de la communication de la décision par l'Office. L'Office peut décider immédiatement du rejet ou de l'adoption de la proposition. Il peut aussi, avant de ce faire, entendre les membres du Comité. Sa décision est sans appel.

11. Aucun membre du Comité ne peut détenir un emploi rémunéré à l'Office et aucun avantage pécuniaire ou autre ne peut lui être consenti que conformément à un

(6) The minutes of the meetings of the Committee shall be prepared by a member of the personnel of the board.

Such minutes, approved by the Committee, are authentic.

They shall be sent to the board which may issue true copies under the signature of its chairman or secretary.

(7) Three of the members designated by the employers' association and three of the members representing the representative associations of employees constitute a quorum of the Committee.

(8) The associations entitled to designate members to the Committee must send to the board, within the month following the publication of the decree, the names of such members, their terms of office and the names of the substitutes. Such terms shall be renewable and every vacancy shall be filled for the remainder of the term of the member to be replaced, in accordance with the same terms and conditions.

(9) Every decision, to be valid, must be approved by both a union majority and the employers' association. Each representative association has one vote exercisable by the whole group of its representatives, the relative value of which corresponds to the association's representativeness.

If the parties fail to agree, the question shall *ipso facto* be submitted to the board. The decision of the board is final. The same applies if the Committee refuses to act or if, in the opinion of the board, it delays unduly to act.

(10) Every association may appeal to the board from a decision made by the Committee respecting the interpretation of the decree. Such appeal must be communicated to the secretary of the board in writing not later than five working days following the date of the communication of the decision by the board. The board may forthwith decide that the motion is adopted or dismissed. It may also hear the members of the Committee before doing so. Its decision is final.

(11) No member of the Committee shall hold a remunerated employment with the board or receive a pecuniary or other benefit except in accordance with the regula-

règlement de l'Office approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

12. Le Comité peut faire des règles pour sa régie interne. Ces règles doivent, pour valoir, être approuvées par l'Office.

13. A l'expiration d'un décret, le Comité continue d'exister tant et aussi longtemps que le ministre le juge à propos.

« **14.** Sous réserve de toute disposition législative applicable, les décisions du Comité quant à l'utilisation des fonds de sécurité sociale lient l'Office. »

3. Ladite loi est modifiée par le remplacement des articles 4 à 8 par les suivants:

« **4.** Toute association qui désire faire constater sa représentativité doit en faire la demande à l'Office dans le cours du huitième mois qui précède la date d'expiration du décret.

« **5.** L'Office doit s'assurer que le requérant est une association au sens du paragraphe *a* de l'article 1.

L'Office doit, au plus tard le dernier jour du septième mois qui précède la date d'expiration du décret, faire publier la liste des associations visées à l'alinéa précédent dans la *Gazette officielle du Québec* et dans un journal de langue française publié à travers le Québec.

« **6.** L'Office doit dresser une liste de tous les salariés dont les noms apparaissent sur les rapports mensuels d'employeurs produits à l'Office au cours des douze premiers des quinze mois civils complets précédant le mois durant lequel a lieu le scrutin prévu à l'article 7*a*.

Cette liste établit de façon irréfragable le nom des seuls salariés pouvant se prévaloir de l'article 7*a*.

Au cours du septième mois qui précède l'expiration du décret, l'Office transmet à chaque salarié dont le nom apparaît sur la liste établie suivant l'article 6 une carte qui l'identifie comme votant aux fins de l'article 7*a* et qui mentionne son nom et son numéro d'assurance sociale.

tions of the board approved by the Lieutenant-Governor in Council.

(12) The Committee may make rules for its internal management. Such rules must, to be valid, be approved by the board.

(13) The Committee shall continue to exist after a decree expires to such extent and for such time as the Minister considers appropriate.

“ **14.** Subject to any applicable legislative provision, the decisions of the Committee respecting the use of social security funds shall bind the board.”

3. The said act is amended by replacing sections 4 to 8 by the following:

“ **4.** Every association wishing to have its representativeness ascertained must apply to the board in the eighth month preceding the expiry date of the decree.

“ **5.** The board shall ascertain whether the applicant is an association within the meaning of paragraph *a* of section 1.

The board shall, not later than the last day of the seventh month preceding the expiry date of the decree, cause to be published a list of the associations contemplated in the preceding paragraph in the *Gazette officielle du Québec* and in a French newspaper published throughout the province of Québec.

“ **6.** The board shall prepare a list of all the employees whose names appear on the employers' monthly reports filed at the board during the first twelve months of the fifteen complete calendar months preceding the month during which the poll provided for in section 7*a* is held.

Such list shall establish irrefragably the names of the only employees who may avail themselves of section 7*a*.

Within the seventh month preceding the expiry of the decree, the board shall send to each employee whose name appears on the list established in accordance with section 6 a card identifying him as an elector for the purposes of section 7*a* and bearing his name and social insurance number.

Cette liste est transmise aux associations visées au deuxième alinéa de l'article 5 au plus tard quinze jours avant la tenue du scrutin prévu à l'article 7a.

« **7.** Aucune publicité sous quelque forme que ce soit et aucune sollicitation ne peuvent être faites auprès des salariés en vue d'obtenir leur adhésion à une association de salariés sauf au cours du septième mois qui précède la date d'expiration du décret.

Toute telle publicité et toute telle sollicitation doivent être faites en dehors du lieu de travail.

Quiconque contrevient au présent article commet une contravention et est passible des pénalités prévues à l'article 54a.

« **7a.** Au cours du sixième mois qui précède l'expiration du décret, tout salarié dont le nom apparaît sur la liste dressée suivant l'article 6 doit, conformément au présent article, faire connaître à l'Office le choix qu'il fait d'une des associations figurant sur la liste visée à l'article 5.

Ce choix s'exprime en secret, par voie de scrutin tenu sous la surveillance d'un représentant de l'Office, aux dates et de la façon prévues par règlement de l'Office.

Tout litige relatif au vote ou découlant du scrutin est tranché par le représentant de l'Office, dont la décision est sans appel.

« **7b.** L'Office doit dresser une liste indiquant le choix exprimé par les salariés suivant l'article 7a.

« **7c.** L'Office constate le degré de représentativité d'une association conformément aux critères établis à l'article 7d.

Il délivre à chaque association inscrite sur la liste dressée en vertu de l'article 5, avant la fin du cinquième mois qui précède la date d'expiration du décret, un certificat établissant son degré de représentativité et la liste des salariés qui ont adhéré à cette association suivant l'article 7a.

Such list shall be sent to the associations contemplated in the second paragraph of section 5 not later than fifteen days before the poll provided for in section 7a is held.

“ **7.** No publicity of any form whatever and no solicitation may be made of employees to obtain their membership in an association of employees except during the seventh month preceding the expiry date of the decree.

Such publicity and such solicitation must be made outside the place of employment.

Any person who contravenes this section commits a contravention and is liable to the penalties provided in section 54a.

“ **7a.** During the sixth month preceding the expiry of the decree, every employee whose name appears on the list prepared in accordance with section 6 must, in accordance with this section, inform the board of his election respecting one of the associations indicated on the list contemplated in section 5.

Such election shall be made by secret ballot held under the supervision of a representative of the board, on the dates and in the manner provided for by regulation of the board.

Any dispute relating to the vote or resulting from the poll shall be settled by the representative of the board. His decision is final.

“ **7b.** The board shall prepare a list indicating the election made by the employees in accordance with section 7a.

“ **7c.** The board shall ascertain the degree of representativeness of an association in accordance with the criteria set out in section 7d.

It shall issue to each association entered on the list prepared under section 5, before the end of the fifth month preceding the expiry date of the decree, a certificate establishing its degree of representativeness and the list of the employees who have become members of such association in accordance with section 7a.

« **7d.** La représentativité d'une association de salariés correspond à la moyenne arithmétique des pourcentages suivants:

a) le pourcentage que représente le nombre de salariés qui ont fait connaître à l'Office, conformément à l'article 7a, leur adhésion à cette association et dont les noms apparaissent sur un rapport mensuel d'employeurs produit à l'Office au cours des douze premiers des quinze mois civils complets précédant le mois au cours duquel a lieu le scrutin visé à l'article 7a, par rapport à l'ensemble des salariés dont les noms apparaissent sur les mêmes rapports au cours de cette même période;

b) le pourcentage que représente le nombre d'heures travaillées au cours des douze premiers des quinze mois civils complets précédant le mois au cours duquel a lieu le scrutin visé à l'article 7a par les salariés qui ont fait connaître, conformément au paragraphe a, leur adhésion à cette association, par rapport au total des heures travaillées par l'ensemble des salariés dont les noms apparaissent sur les rapports mentionnés au paragraphe a au cours de cette même période.

« **7e.** Au plus tard avant la fin du troisième mois qui précède l'expiration du décret, l'Office fait parvenir à chaque salarié dont le nom figure sur la liste visée à l'article 7b, une carte portant mention, notamment:

- a) de son nom;
- b) de son numéro d'assurance sociale;
- c) du nom de l'association représentative qu'il a choisie suivant l'article 7a.

« **7f.** La carte visée à l'article 7e fait preuve irréfragable de son contenu pour toute la durée du décret et elle est la seule dont l'employeur doit tenir compte pour fins d'emploi d'un salarié et la seule également pour toutes les fins de l'Office.

« **7g.** Le fait qu'un salarié ait manifesté son choix suivant l'article 7a autorise l'employeur à précompter sur la paie de ce salarié la cotisation syndicale et oblige l'em-

« **7d.** The representativeness of an association of employees corresponds to the arithmetic average of the following percentages:

(a) the percentage that the number of employees who informed the board, in accordance with section 7a, of their membership in that association and whose names appear on the monthly employers' report filed at the board during the first twelve months of the fifteen complete calendar months preceding the month during which the poll contemplated in section 7a is held, is of all the employees whose names appear on the same reports during the same period;

(b) the percentage that the number of hours worked during the first twelve months of the fifteen complete calendar months preceding the month during which the poll contemplated in section 7a is held by the employees who made known, in accordance with paragraph a, their membership in that association, is of the total hours worked by all the employees whose names appear on the reports mentioned in paragraph a during the same period.

« **7e.** Not later than the end of the third month preceding the expiry of the decree, the board shall send to each employee whose name appears on the list contemplated in section 7b, a card indicating in particular:

- (a) his name;
- (b) his social insurance number;
- (c) the name of the representative association he has elected for in accordance with section 7a.

« **7f.** The card contemplated in section 7e shall be irrefragable proof of its content for the whole duration of the decree and shall be the only one which the employer is to consider for the purposes of employment of an employee, and also the only one for all purposes of the board.

« **7g.** The fact that an employee has made an election in accordance with section 7a authorizes an employer to deduct in advance from the salary of such employee the

ployeur à remettre cette cotisation à l'Office en même temps que son rapport mensuel.

L'Office remet les cotisations ainsi reçues aux associations représentatives, avec un bordereau nominatif.

« **7h.** Aucun employeur ne peut employer un salarié après le troisième mois précédant la date d'expiration du décret à moins que ce salarié n'ait au préalable obtenu de l'Office la carte visée à l'article 7e après que ce salarié ait fait connaître à l'Office, suivant la procédure établie par ce dernier, son adhésion à une association représentative et que l'Office n'ait avisé en conséquence l'association intéressée.

« **8.** L'association d'employeurs est l'unique agent patronal pour les fins de la négociation et de la conclusion d'une convention collective en vertu de la présente loi.

Toutefois, une condition de travail qui n'affecte que les membres d'un des secteurs de l'association doit, pour être négociée, avoir été acceptée par le représentant de ce secteur.

De même, une condition de travail qui n'affecte que les membres d'une des associations représentatives doit, pour être négociée, avoir été acceptée par l'association intéressée. »

4. L'article 9 de ladite loi, remplacé par l'article 5 du chapitre 28 des lois de 1973, est de nouveau remplacé par le suivant:

« **9.** Une ou plusieurs associations représentatives peuvent aviser par écrit l'association d'employeurs, ou l'association d'employeurs peut aviser par écrit une ou plusieurs associations représentatives, que ses ou leurs représentants sont prêts à négocier pour la conclusion d'une convention collective.

Cet avis peut être donné à compter du troisième mois qui précède la date d'expiration du décret.

Toute autre association représentative doit en être informée sans délai. »

union assessment and requires the employer to remit such assessment to the board with his monthly report.

The board shall remit the assessments so received to the representative associations accompanied with a nominal roll.

“ **7h.** No employer shall employ an employee after the third month preceding the expiry date of the decree unless such employee has previously obtained from the board the card contemplated in section 7e, after such employee has informed the board, in accordance with the procedure established by it, of his membership in a representative association and the board has accordingly notified the association concerned.

“ **8.** The employers' association shall be the sole employers' agent for the purposes of the negotiation and making of a collective agreement under this act.

However, a condition of employment which only concerns the members of one of the sectors of the association must, to be negotiated, first be approved by the representative of such sector.

Similarly, a condition of employment which only concerns the members of one of the representative associations must, to be negotiated, first be approved by the association concerned.”

4. Section 9 of the said act, replaced by section 5 of chapter 28 of the statutes of 1973, is again replaced by the following:

“ **9.** One or more representative associations may notify in writing the employers' association, or the employers' association may notify in writing one or more representative associations, that its or their representatives are prepared to negotiate a collective agreement.

Such notice may be given from the third month preceding the expiry date of the decree.

Every other representative association must be informed of it without delay.”

5. Les articles 11 et 12 de ladite loi, remplacés par l'article 6 du chapitre 28 des lois de 1973, sont de nouveau remplacés par les suivants:

« **11.** Pour être considérée comme convention collective, une entente doit être conclue par une ou plusieurs associations représentatives à un degré de plus de cinquante pour cent et par l'association d'employeurs.

« **12.** A défaut d'une telle entente, le différend peut être déféré à un conseil d'arbitrage conformément au Code du travail du consentement de l'association d'employeurs et des associations de salariés représentatives à un degré de plus de cinquante pour cent.

La grève ou le lock-out est permis à la date originale d'expiration du décret, à moins que le différend soit déféré à un conseil d'arbitrage. »

6. L'article 13 de ladite loi, modifié par l'article 7 du chapitre 28 des lois de 1973, est remplacé par le suivant:

« **13.** Toute convention collective conclue en vertu de la présente loi doit fixer les conditions de travail applicables à tous les métiers et emplois de l'industrie de la construction; une seule convention peut être conclue à l'égard de ces métiers et emplois.

Toute entente fixant des conditions de travail applicables à des métiers et emplois de l'industrie de la construction est nulle si elle n'a pas été conclue conformément à la présente loi. »

7. L'article 14 de ladite loi, modifié par l'article 8 du chapitre 28 des lois de 1973, est remplacé par le suivant:

« **14.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur requête de toute association représentative ou de l'association d'employeurs qui a signé une convention collective, décréter que cette convention s'applique à l'ensemble de l'industrie de la construction au Québec. »

5. Sections 11 and 12 of the said act, replaced by section 6 of chapter 28 of the statutes of 1973, are again replaced by the following:

“ **11.** An agreement, in order to be considered a collective agreement, must be made by one or more associations whose representativeness is more than fifty per cent and by the employers' association.

“ **12.** If there is not such an agreement, the dispute may be referred to a council of arbitration in accordance with the Labour Code with the consent of the employers' association and the associations of employees whose representativeness is more than fifty per cent.

Strikes or lock-outs are permitted from the original expiry date of the decree unless the dispute is referred to a council of arbitration.”

6. Section 13 of the said act, amended by section 7 of chapter 28 of the statutes of 1973, is replaced by the following:

“ **13.** Any collective agreement made under this act shall determine the conditions of employment applicable to all the trades and employments in the construction industry; only one agreement may be made with respect to such trades and employments.

Any agreement determining the conditions of employment applicable to trades and employments in the construction industry shall be void if it has not been made in accordance with this act.”

7. Section 14 of the said act, amended by section 8 of chapter 28 of the statutes of 1973, is replaced by the following:

“ **14.** The Lieutenant-Governor in Council, upon the petition of any representative association or the employers' association which has signed a collective agreement, may order that such agreement applies to the whole construction industry in the province of Québec.”

8. L'article 16 de ladite loi, modifié par l'article 10 du chapitre 28 des lois de 1973, est remplacé par le suivant:

« **16.** A l'expiration du délai ou après la tenue de l'enquête visée à l'article 15, le ministre peut recommander l'approbation de la requête par le lieutenant-gouverneur en conseil avec les modifications qu'il juge nécessaires et qui sont agréées par l'association d'employeurs et par les associations de salariés représentatives à un degré de plus de cinquante pour cent et l'adoption d'un décret à cette fin.

Le ministre peut recommander des modifications non agréées par les associations visées au premier alinéa, pour soustraire une autre association de salariés ou les membres d'un secteur de l'association d'employeurs à une clause discriminatoire ou à une clause qui n'affecte que ses membres et à laquelle elle n'a pas consenti.

Dans le cas de refus d'une requête en extension juridique, le ministre doit motiver sa décision. »

9. L'article 18 de ladite loi, modifié par l'article 11 du chapitre 28 des lois de 1973 et l'article 1 du chapitre 38 des lois de 1974, est remplacé par le suivant:

« **18.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut prolonger ou abroger le décret, avec le consentement de l'association d'employeurs et celui des associations de salariés représentatives à un degré de plus de cinquante pour cent.

Il peut aussi, sur la recommandation du ministre, modifier le décret avec le consentement de l'association d'employeurs et celui des associations de salariés représentatives à un degré de plus de cinquante pour cent et après publication d'un avis à cet effet dans la *Gazette officielle du Québec*.

Les dispositions de l'article 17 s'appliquent au décret d'abrogation ou de modification, mais non au décret de prolongation, lequel entre en vigueur à compter de son adoption mais doit être publié sans délai dans la *Gazette officielle du Québec*.

8. Section 16 of the said act, amended by section 10 of chapter 28 of the statutes of 1973, is replaced by the following:

“ **16.** After the expiry of the delay, or after the holding of the inquiry contemplated in section 15, the Minister may recommend the approval of the petition by the Lieutenant-Governor in Council, with such changes as he deems necessary and which are agreed to by the employers' association and by the associations of employees whose representativeness is more than fifty per cent, and the adoption of the decree for such purpose.

The Minister may recommend amendments not approved by the associations contemplated in the first paragraph, to exempt another association of employees or the members of a sector of the employer's association from the effect of a discriminatory clause or a clause affecting its members only and to which it has not consented.

In the case of refusal of a petition for juridical extension, the Minister shall give the reasons for his decision.”

9. Section 18 of the said act, amended by section 11 of chapter 28 of the statutes of 1973 and by section 1 of chapter 38 of the statutes of 1974, is replaced by the following:

“ **18.** The Lieutenant-Governor in Council may extend or repeal the decree, with the consent of the employers' association and that of the associations of employees whose representativeness is more than fifty per cent.

He may also, upon the recommendation of the Minister, amend the decree with the consent of the employers' association and the associations of employees whose representativeness is more than fifty per cent, after publication of a notice to such effect in the *Gazette officielle du Québec*.

The provisions of section 17 apply to the decree of repeal or of amendment, but not to the decree of extension, which shall come into force on the date of its adoption but must be published forthwith in the *Gazette officielle du Québec*.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut aussi, sur la recommandation du ministre, prolonger, abroger ou modifier le décret sans le consentement de l'association d'employeurs ou des associations de salariés quand il est d'avis que dans l'intérêt public, cette solution est la seule qui puisse remédier à la situation existante; il ne peut toutefois modifier ainsi le décret, sans que ces associations ne soient invitées à être entendues devant la Commission parlementaire du travail, de la main-d'œuvre et de l'immigration, quant aux raisons motivant l'impossibilité de parvenir à une entente relativement aux modifications à apporter au décret.

Toute décision adoptée en vertu de l'alinéa précédent est exécutoire pour tous les employeurs et pour tous les salariés à compter de la date qui y est indiquée; elle doit être publiée sans délai dans la *Gazette officielle du Québec*. »

10. L'article 28 de ladite loi, modifié par l'article 99 du chapitre 51 des lois de 1969 de même que l'article 29 de ladite loi sont remplacés par le suivant:

« **28.** Le décret doit contenir des dispositions concernant la classification des emplois, la rémunération, le bulletin de paie, la durée du travail, les heures supplémentaires, les jours fériés, les congés payés, le délai-congé, le régime complémentaire de sécurité sociale, la durée du décret et la procédure applicable pour sa modification.

Il doit aussi contenir des dispositions concernant la sécurité syndicale, y compris le précompte des cotisations, les délégués syndicaux, la procédure de règlement des griefs et l'exercice des recours des salariés contre les mesures disciplinaires prises par l'employeur.

Il peut aussi contenir notamment des dispositions concernant l'ancienneté, les mouvements de main-d'œuvre, les travaux par roulement, les travaux de nuit et les travaux du dimanche ainsi que les majorations de salaire, les primes, les indemnités et allocations diverses, les tableaux d'affichage, les vestiaires et les outils. »

11. L'article 30 de ladite loi est modifié par le remplacement, dans la huitième ligne,

The Lieutenant-Governor in Council may also, upon the recommendation of the Minister, extend, repeal or amend the decree without the consent of the associations of employees or the employers' association, when he is of the opinion that, in the public interest, such solution is the only one which can remedy the existing situation; he shall not however so amend the decree without such associations having been invited to a hearing before the parliamentary Committee on Labour, Manpower and Immigration, with regard to the reasons for the impossibility of coming to an agreement respecting the amendments to be made to the decree.

Any decision adopted under the preceding paragraph shall be executory for every employer and every employee from the date indicated therein; the decision must be published forthwith in the *Gazette officielle du Québec*. »

10. Section 28 of the said act, amended by section 99 of chapter 51 of the statutes of 1969, and section 29 of the said act are replaced by the following:

“ **28.** The decree must contain provisions respecting the classification of employments, remuneration, payroll, working hours, overtime, holidays, vacations with pay, notice of dismissal, the complementary social security plan, the term of the decree and the procedure for amending the decree.

The decree must also contain provisions respecting union security, including the advance deduction of assessments, union delegates, the procedure for settling grievances and the exercise of employees' recourses against disciplinary measures taken by the employer.

The decree may also contain provisions respecting seniority, mobility of manpower, work in rotation, night work, Sunday work, and wage increases, bonuses, various indemnities and allowances, notice boards, cloakrooms and tools.”

11. Section 30 of the said act is amended by replacing the words “*ex officio* by the

des mots « d'office par le ministre » par les mots « l'Office ».

12. L'article 31 de ladite loi est remplacé par les suivants:

« **31.** L'arbitre ne doit avoir aucun intérêt dans un grief qui lui est soumis, ni avoir agi à titre d'agent d'affaires, de procureur, de conseiller ou de représentant d'une des parties dans la négociation de la convention collective donnant ouverture au grief, dans l'application de cette convention ou dans la négociation de son renouvellement.

« **31a.** L'arbitre qui connaît cause valable de récusation en sa personne est tenu, sans attendre qu'elle soit proposée, de la déclarer par écrit versé au dossier.

La partie qui sait cause de récusation contre l'arbitre doit faire de même sans délai.

Les parties peuvent renoncer par écrit versé au dossier à leur droit de récusation, mais celui en qui existe cause de récusation peut s'abstenir de siéger même si la récusation n'est pas proposée.

« **31b.** Une partie peut adresser au tribunal du travail à Montréal ou à Québec une requête en récusation, avec avis de trois jours signifié à l'autre partie et à la personne dont on demande la récusation. A l'expiration de ce délai, un juge du tribunal décide de la requête à moins que la personne dont on demande la récusation n'ait consenti à se récuser par un écrit versé au greffe du tribunal.

Depuis la signification de la requête en récusation et jusqu'à ce qu'il en soit décidé, l'arbitre doit suspendre l'enquête sur le grief dont il est saisi.

Si la récusation est jugée valable, l'arbitre est aussitôt dessaisi de ce grief; si elle est jugée non valable, l'arbitre peut également refuser d'entendre ce grief.

Toute vacance créée par le retrait volontaire ou par la récusation prononcée par le

Minister" in the ninth line by the words "by the board".

12. Section 31 of the said act is replaced by the following:

" **31.** The arbitration officer must not have any interest in a grievance submitted to him, nor shall he have acted as business agent, attorney, advisor or representative of any of the parties to the negotiation of the collective agreement from which the grievance arises, in the application of such agreement or in the negotiation for its renewal.

" **31a.** The arbitration officer who is aware of a valid ground of recusation to which he is liable is bound, without waiting until it is invoked, to make and file in the record a written declaration of it.

A party who is aware of a ground of recusation against the arbitration officer must do the same, without delay.

The parties may renounce, by written declaration filed in the record, their right to recuse, but he who is subject to a ground of recusation may refuse to sit, even if recusation is not proposed.

" **31b.** A party may present to the Labour Court at Montreal or at Québec a motion of recusation, with notification of three days served upon the other party and the person whose recusation is requested. At the expiry of such delay, a judge of the Court shall decide on the motion unless the person whose recusation is requested has consented by a written declaration filed in the office of the Court, to recuse himself.

From the service of the motion of recusation and until it has been decided, the arbitration officer must suspend the investigation on the grievance of which he is seized.

If the recusation is maintained, the arbitration officer shall no longer be seized of such grievance; if it is dismissed, the arbitration officer may also refuse to hear such grievance.

Any vacancy created by the voluntary withdrawal or by the recusation pro-

tribunal est remplie suivant la procédure établie pour la nomination initiale.

« **31c.** Aucune personne agissant à titre d'arbitre des griefs ou de membre de la commission d'arbitrage des griefs ne peut être poursuivie en justice en raison d'actes officiels accomplis de bonne foi dans l'exercice de ses fonctions.

« **31d.** L'arbitre doit procéder en toute diligence à l'instruction du grief et, sauf disposition contraire de la convention collective ou du décret, selon la procédure et le mode de preuve qu'il juge appropriés. Dans tous les cas, il doit donner aux parties signataires l'occasion d'être entendues.

« **31e.** A la demande d'une partie, l'arbitre des griefs ou la commission d'arbitrage des griefs peut, s'il le juge utile, assigner par écrit des témoins.

Une personne ainsi assignée qui refuse de comparaître ou de témoigner peut y être contrainte et être condamnée selon la Loi des poursuites sommaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 35).

Le témoin assigné a droit à la même taxe que les témoins en Cour supérieure et au remboursement des frais de déplacement et de séjour encourus à cette fin. Cette taxe est payable par la partie qui a proposé cette assignation, mais la personne qui bénéficie de son salaire durant cette période n'a droit qu'au remboursement des frais de déplacement et de séjour.

L'arbitre des griefs peut exiger et recevoir le serment ou l'affirmation solennelle d'un témoin qui bénéficie alors de l'immunité prévue au deuxième paragraphe de l'article 11 de la Loi des commissions d'enquête (Statuts refondus, 1964, chapitre 11).

« **31f.** A la demande de l'une des parties, l'arbitre peut, s'il le croit utile, visiter les lieux de travail qui se rapportent au grief dont il est saisi.

nounced by the Court shall be filled in accordance with the procedure laid down for the original appointment.

“ **31c.** No person acting as arbitration officer on grievances or as member of the arbitration board on grievances may be prosecuted for official acts accomplished in good faith in the performance of his duties.

“ **31d.** The arbitration officer shall proceed with all dispatch with the inquiry into the grievance and, unless otherwise provided in the collective agreement or in the decree, in accordance with such procedure and mode of proof as he deems appropriate. In all cases, he must give the parties who have signed it an opportunity to be heard.

“ **31e.** Upon application of any of the parties, the arbitration officer on grievances or the arbitration board on grievances may, if he or it considers it necessary, summon witnesses in writing.

A person so summoned who refuses to appear or testify may be compelled to do so and sentenced in accordance with the Summary Convictions Act (Revised Statutes, 1964, chapter 35).

A summoned witness is entitled to the same taxation as witnesses before the Superior Court and to the reimbursement of travelling and living expenses incurred for such purpose. Such taxation is payable by the party who proposed such summons, but the person who receives his salary during such period is entitled only to the reimbursement of travelling and living expenses.

The arbitration officer on grievances may require from and administer the oath or solemn affirmation to a witness then under the immunity provided for in the second paragraph of section 11 of the Public Inquiry Commission Act (Revised Statutes, 1964, chapter 11).

“ **31f.** Upon request of any of the parties, the arbitration officer on grievances may, if he considers it necessary, visit the place of employment relating to the grievance he is seized of.

Si la demande est accueillie, l'arbitre doit inviter les parties à l'accompagner.

A l'occasion d'une visite des lieux de travail, l'arbitre peut examiner tout bien meuble ou immeuble. Il peut aussi à cette occasion, si les parties présentes y consentent, interroger les personnes qui s'y trouvent.

« **31g.** A moins que la convention collective ou le décret ne contienne une disposition contraire, l'arbitre doit rendre une décision à partir de la seule preuve recueillie à l'enquête.

« **31h.** A moins que la convention collective ou le décret ne contienne une disposition contraire, l'arbitre peut, en matière disciplinaire, casser ou modifier la décision de l'employeur et rendre toute ordonnance complémentaire jugée nécessaire en raison d'un tel changement.

« **31i.** En tout temps, les parties peuvent s'entendre sur l'une des questions faisant l'objet du grief; un tel accord lie l'arbitre.

L'accord est consigné à la décision arbitrale qui ne peut alors porter sur ce point.

« **31j.** La décision arbitrale doit être motivée et rendue par écrit.

« **31k.** A défaut d'un délai fixé à la convention collective ou au décret, l'arbitre doit rendre sa décision dans les soixante jours de sa nomination à moins que les parties consentent au préalable et par écrit à accorder un délai supplémentaire d'un nombre de jours précis.

Au-delà de cette période, le tribunal du travail peut, sur requête d'une partie, rendre l'ordonnance qu'il juge nécessaire pour qu'une telle décision soit rendue dans les meilleurs délais et soit déposée.

« **31l.** La décision arbitrale est sans appel et lie les parties. L'arbitre doit déposer la décision en deux exemplaires ou copies

If the request is accepted, the arbitration officer shall invite the parties to accompany him.

When visiting the place of employment, the arbitration officer may examine any moveable or immoveable property. He may also on such visit, if the parties present assent to it, interrogate the persons who are there.

“ **31g.** Unless the collective agreement or the decree provides to the contrary, the arbitration officer on grievances shall render a decision based solely on the evidence collected at the inquiry.

“ **31h.** Unless the collective agreement provides to the contrary, the arbitration officer may, in disciplinary matters, quash or amend the decision of the employer and make any complementary order deemed necessary for such change.

“ **31i.** At any time, the parties may agree upon one of the matters forming the object of the grievance; such an agreement shall bind the arbitration officer.

The agreement shall be recorded in the arbitration decision which shall deal no further with such matter.

“ **31j.** The arbitration decision must state the grounds on which it is based and be rendered in writing.

“ **31k.** If no delay is fixed in the collective agreement or in the decree, the arbitration officer on grievances must render his decision within sixty days of his appointment unless the parties previously consent in writing to grant an additional delay of a precise number of days.

Beyond such period, the Labour Court may, upon the motion of a party, make the order it deems necessary in order that such decision may be rendered with the shortest possible delay and filed.

“ **31l.** The arbitration decision shall be without appeal and shall bind the parties. The arbitration officer shall file the decision

conformes à l'original à l'Office et transmettre en même temps une copie de la décision à chacune des parties. La décision arbitrale prend effet dès son dépôt.

A défaut par l'arbitre de déposer la décision ou de la transmettre aux parties, le tribunal du travail peut, sur requête d'une partie, rendre l'ordonnance qu'il juge nécessaire pour que la décision soit déposée ou transmise aux parties dans les meilleurs délais.

« **31m.** Le secrétaire de l'Office peut certifier conforme toute décision arbitrale qui a été déposée selon l'article 31l.

« **31n.** Sur présentation au bureau du protonotaire de la Cour supérieure du district du lieu de l'entreprise en cause d'une copie authentique de la décision arbitrale, la cour peut, sur requête de l'association, de l'employeur ou de l'intéressé, homologuer la décision avec dépens contre l'intimé; la décision devient alors exécutoire comme tout autre jugement. Durant les vacances judiciaires ou hors session, le juge de la cour à la même juridiction que la cour aux fins du présent article.

Le jugement homologuant la décision arbitrale est sans appel et la décision homologuée est exécutoire à l'expiration des quinze jours suivant la date du jugement. »

13. L'article 32 de ladite loi, modifié par l'article 4 du chapitre 32 des lois de 1970, l'article 2 du chapitre 46 des lois de 1971 et par l'article 12 du chapitre 28 des lois de 1973, est remplacé par le suivant:

« **32.** 1. L'Office est responsable du placement des salariés de la construction.

Il peut, à cette fin, adopter tout règlement qui, nonobstant toute disposition législative ou réglementaire contraire:

a) peut prévoir l'établissement par l'Office de ses propres bureaux de placement;

in duplicate or in two copies, true to the original, at the board and at the same time send a copy of the decision to each party. The arbitration decision shall have effect upon its filing.

If the arbitration officer fails to file the decision or to send it to the parties, the Labour Court may, upon the motion of a party, make the order it deems necessary in order that such decision may be filed or sent to the parties with the shortest possible delay.

“ **31m.** The secretary of the board may certify true any arbitration decision filed in accordance with section 31l.

“ **31n.** Upon production at the office of the prothonotary of the Superior Court of the district where the undertaking concerned is located of an authentic copy of the arbitration decision, the Court may, upon a motion of the association, employer or interested person, homologate the decision, with costs against the respondent; the decision shall then become executory as any other judgment. During judicial vacation or if the Court is not sitting, the judge of the Court shall have the same jurisdiction as the Court for the purposes of this section.

The judgment homologating the arbitration decision shall be without appeal and the homologated decision shall be executory at the expiry of fifteen days following the date of the judgment.”

13. Section 32 of the said act, amended by section 4 of chapter 32 of the statutes of 1970, section 2 of chapter 46 of the statutes of 1971 and by section 12 of chapter 28 of the statutes of 1973, is replaced by the following:

“ **32.** (1) The board is responsible for the employment of construction employees.

It may, for such purpose, make any regulation which may, notwithstanding any legislative or regulatory provision to the contrary:

(a) provide for the establishment by the board of its own employment bureaux;

b) peut prévoir toute mesure, y compris leur réglementation et leur abolition, à l'égard des bureaux de placement privés existant le (*insérer ici la date du dépôt du présent projet*) et concernant les salariés de la construction;

c) peut contenir des clauses quant à la préférence d'emploi.

Le ministre peut verser à l'Office des subventions aux fins du présent article.

2. Nonobstant l'article 56a ou toute disposition législative contraire, l'Office est seul habilité à recevoir les plaintes relatives au placement et à poursuivre en justice en cette matière, le cas échéant. Les poursuites ne peuvent être intentées que par la personne que l'Office autorise généralement ou spécialement à cette fin. »

14. L'article 32a de ladite loi, édicté par l'article 2 du chapitre 46 des lois de 1971, est remplacé par le suivant:

« **32a.** L'Office est chargé de la mise en application de toute disposition législative ou réglementaire concernant la sécurité des salariés de la construction.

Le deuxième alinéa du paragraphe 1 et le paragraphe 2 de l'article 32 s'appliquent, *mutatis mutandis*, en matière de sécurité des salariés de la construction. »

15. L'article 32b de ladite loi, édicté par l'article 2 du chapitre 46 des lois de 1971, est remplacé par le suivant:

« **32b.** 1. L'Office est chargé de l'application de tout règlement concernant la formation et la qualification professionnelle des salariés de la construction.

Le deuxième alinéa du paragraphe 1 et le paragraphe 2 de l'article 32 s'appliquent, *mutatis mutandis*, en matière de formation et de qualification professionnelle des salariés de la construction.

2. Tout règlement adopté par l'Office en vertu des articles 32, 32a ou 32b est soumis à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil. »

16. L'article 32c de ladite loi, édicté par l'article 2 du chapitre 46 des lois de

(b) provide for any measure, including their regulation and abolition, respecting existing private employment bureaux on (*insert here the date of tabling of this bill*) and respecting construction employees;

(c) contain stipulations as to the preference of employment.

The Minister may grant subsidies to the board for the purposes of this section.

(2) Notwithstanding section 56a or any legislative provision to the contrary, the board alone is authorized to receive complaints relating to employment and to prosecute in such matters, if need be. Proceedings shall be instituted only by the person generally or specially authorized by the board for such purpose. »

14. Section 32a of the said act, enacted by section 2 of chapter 46 of the statutes of 1971, is replaced by the following:

“ **32a.** The board is entrusted with the carrying out of any legislative or regulatory provision respecting the security of construction employees.

The second paragraph of subsection 1 and subsection 2 of section 32 apply, *mutatis mutandis*, in regard to the security of construction employees.”

15. Section 32b of the said act, enacted by section 2 of chapter 46 of the statutes of 1971, is replaced by the following:

“ **32b.** (1) The board is entrusted with the application of any regulation respecting the training and vocational qualifications of construction employees.

The second paragraph of subsection 1 and subsection 2 of section 32 apply, *mutatis mutandis*, in regard to the training and vocational qualifications of construction employees.

(2) Any regulation made by the board under section 32, 32a or 32b shall be submitted to the Lieutenant-Governor in Council for approval.”

16. Section 32c of the said act, enacted by section 2 of chapter 46 of the statutes

1971, est modifié par le remplacement des trois premières lignes par ce qui suit:

« **32c.** En vue d'assurer la mise à exécution du décret, l'Office peut: ».

17. L'article 32*d* de ladite loi, édicté par l'article 2 du chapitre 46 des lois de 1971, est modifié:

a) par le remplacement, dans la première ligne du premier alinéa, des mots « La commission » par les mots « L'Office »;

b) par le remplacement, dans la troisième ligne du paragraphe *b* du premier alinéa, des mots « la commission » par les mots « l'Office »;

c) par le remplacement, dans les troisième et quatrième lignes du paragraphe *c*, des mots « l'application du décret » par les mots « son administration »;

d) par le remplacement, dans la deuxième ligne du paragraphe *d* du premier alinéa, du mot « la » par le mot « le »;

e) par le retranchement de l'alinéa qui suit le paragraphe *e* et qui se lit comme suit: « La commission doit aussi remettre au comité visé à l'article 32*l* les sommes qu'elles perçoit en vertu du décret et qui sont de la compétence de ce comité ainsi que les états justificatifs. »

18. Les articles 32*e*, 32*f*, 32*g* et 32*h* de ladite loi, édictés par l'article 2 du chapitre 46 des lois de 1971, sont abrogés.

19. L'article 32*i* de ladite loi, édicté par l'article 2 du chapitre 46 des lois de 1971, est modifié par le remplacement, dans la cinquième ligne, des mots « la Commission » par les mots « l'Office ».

20. L'article 32*j* de ladite loi, édicté par l'article 2 du chapitre 46 des lois de 1971, est modifié par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes, des mots « la commission » par les mots « l'Office ».

21. L'article 32*k* de ladite loi, édicté par l'article 2 du chapitre 46 des lois de 1971, est modifié par le remplacement, dans les première et deuxième lignes, des mots « la commission » par les mots « l'Office ».

of 1971, is amended by replacing the first and second lines by the following:

“ **32c.** To ensure the carrying out of the decree, the board may:”.

17. Section 32*d* of the said act, enacted by section 2 of chapter 46 of the statutes of 1971, is amended:

(a) by replacing the word “commission” in the first line of the first paragraph by the word “board”;

(b) by replacing the word “commission” in the third line of subparagraph *b* of the first paragraph by the word “board”;

(c) by replacing the word “the carrying out of the decree” in the fourth line of paragraph *c* by the words “its administration”;

(d) by replacing the word “la” in the second line of paragraph *d* of the first paragraph of the French text by the word “le”;

(e) by striking out the paragraph which follows subparagraph *e* and which reads as follows: “The commission must also remit to the committee contemplated in section 32*l* the amounts it collects under the decree that are within the competence of such committee, and the vouchers.”

18. Sections 32*e*, 32*f*, 32*g* and 32*h* of the said act, enacted by section 2 of chapter 46 of the statutes of 1971, are repealed.

19. Section 32*i* of the said act, enacted by section 2 of chapter 46 of the statutes of 1971, is amended by replacing the word “commission” in the fifth line by the word “board”.

20. Section 32*j* of the said act, enacted by section 2 of chapter 46 of the statutes of 1971, is amended by replacing the word “commission” in the third line by the word “board”.

21. Section 32*k* of the said act, enacted by section 2 of chapter 46 of the statutes of 1971, is amended by replacing the word “commission” in the first and second lines by the word “board”.

22. L'article 32*l* de ladite loi, édicté par l'article 2 du chapitre 46 des lois de 1971 et modifié par l'article 14 du chapitre 28 des lois de 1973, est abrogé.

23. L'article 33 de ladite loi, modifié l'article 1 du chapitre 10 des lois de 1972 et par l'article 15 du chapitre 28 des lois de 1973, est remplacé par le suivant:

« **33.** Tout salarié a droit d'appartenir à une association de salariés de son choix et de participer à ses activités et à son administration mais il ne peut appartenir qu'à une seule association de salariés. »

24. L'article 33*a* de ladite loi, édicté par l'article 4 du chapitre 63 des lois de 1972, est abrogé.

25. Les articles suivants sont ajoutés après l'article 33*a* de ladite loi:

« **33*b*.** 1. Tout syndicat professionnel représentant des salariés de la construction ou tout groupement de salariés de la construction non constitué en corporation qui fait affaires au Québec doit déposer à l'Office une déclaration faite par écrit, et signée par le président lorsque son siège social ou sa place d'affaires est au Québec, ou par la personne qui dirige l'association au Québec lorsque son siège social ou sa place d'affaires est en dehors du Québec.

2. Cette déclaration doit contenir les mentions suivantes:

a) la dénomination du syndicat ou du groupement;

b) l'adresse de son siège social et, si ce siège social est en dehors du Québec, l'adresse de sa place d'affaires au Québec;

c) le nom, l'adresse et la citoyenneté de chaque dirigeant et représentant résidant au Québec, le poste occupé par chacun d'eux au sein du syndicat ou groupement et la manière selon laquelle il a été élu ou nommé;

d) la dénomination et l'adresse de toute union, fédération, confédération, conseil de

22. Section 32*l* of the said act, enacted by section 2 of chapter 46 of the statutes of 1971 and amended by section 14 of chapter 28 of the statutes of 1973, is repealed.

23. Section 33 of the said act, amended by section 1 of chapter 10 of the statutes of 1972 and by section 15 of chapter 28 of the statutes of 1973, is replaced by the following:

“ **33.** Every employee has the right to belong to an association of employees of his choice, and to participate in the activities and management thereof, but he shall not belong to more than one association of employees.”

24. Section 33*a* of the said act, enacted by section 4 of chapter 63 of the statutes of 1972, is repealed.

25. The following sections are added after section 33*a* of the said act:

“ **33*b*.** (1) Any professional syndicate representing construction employees or any unincorporated group of construction employees doing business in the province of Québec must file a written declaration at the board signed by the president when its head office or its place of business is in the province of Québec, or by the person directing the association in the province of Québec when its head office or place of business is outside the province of Québec.

(2) Such declaration must contain the following particulars:

(a) the name of the union or group;

(b) the address of its head office and, if such head office is outside Québec, the address of its place of business in the province of Québec;

(c) the name, address and citizenship of each director and representative resident in Québec, the office held by each of them within the union or group and the manner according to which he was elected or appointed;

(d) the name and address of any union, federation, confederation, trades council,

métiers, conseil provincial de métiers ou fédération de tels conseils auquel il est affilié ou avec lequel il a conclu un contrat de service;

(e) le statut juridique de l'association.

3. Cette déclaration doit être accompagnée d'une copie certifiée conforme des statuts et des règlements du syndicat ou groupement.

4. La déclaration doit être faite dans les soixante jours qui suivent le commencement des activités.

5. Chaque fois qu'il y a quelque changement dans les sujets visés au paragraphe 2 du présent article, une déclaration doit en être faite de la même manière dans les soixante jours qui suivent ce changement.

6. L'Office entre chaque déclaration dans un registre qu'il tient à cet effet.

« **33c.** 1. Les statuts de tout syndicat ou groupement mentionné au paragraphe 1 de l'article 33*b* et toute modification aux-dits statuts doivent être transmis à l'Office.

2. Les statuts doivent répondre aux normes minimales suivantes:

(a) l'élection des personnes occupant une fonction de direction, la grève, l'acceptation ou le rejet d'un projet de convention collective et la fixation de la cotisation ne peuvent être décidés qu'au scrutin secret par la majorité des membres présents à une assemblée dûment convoquée;

(b) tout membre a le droit d'exprimer sa dissidence lors de toute assemblée syndicale ou de tout vote sans encourir aucune sanction;

(c) tout dirigeant chargé de la gestion financière du syndicat ou groupement doit déposer à l'Office, un cautionnement d'un montant déterminé par ce dernier;

(d) tout membre a droit d'obtenir gratuitement de son syndicat ou groupement, à la fin de chaque année financière, un état détaillé, en français, des revenus et dépenses de son syndicat ou groupement;

(e) le mode de convocation des assemblées doit y être prévu.

33d. Tout syndicat ou groupement visé à l'article 33*b* doit déposer à l'Office, au cours du mois de mars de chaque année, une copie de ses états financiers pour l'an-

provincial trades council or federation of such councils to which it is affiliated or with which it has made a contract of service;

(e) the legal status of the association.

(3) Such declaration must be accompanied by a certified true copy of the constitution and by-laws of the union or group.

(4) The declaration must be made within sixty days after the commencement of activities.

(5) Each time there is a change in any matter contemplated in subsection 2 of this section, a declaration of it must be made in the same manner within sixty days following such change.

(6) The board shall enter each declaration in a register kept by it for that purpose.

“ **33c.** (1) The constitution of any union or group mentioned in subsection 1 of section 33*b* and any amendment to the said constitution must be forwarded to the board.

(2) The constitution shall meet the following minimum standards:

(a) the election of persons occupying management posts, strikes, the approval or rejection of a draft collective agreement and the fixing of the assessment can only be decided by secret ballot by the majority of the members present at a meeting duly called;

(b) every member has the right to express his dissent at any union meeting or at any vote without incurring any penalty;

(c) every officer entrusted with the financial management of the union or group must deposit with the board security of the amount determined by the board;

(d) every member has the right to obtain free of charge from his union or group, at the end of each financial year, a detailed statement of income and expenditures, in French, of his union or group;

(e) the mode of calling the meeting must be provided therein.

“ **33d.** Every union or group contemplated in section 33*b* must file at the board, during the month of March each year, a copy of its financial statements for the pre-

née précédente, certifiés conformes par un comptable agréé résidant au Québec. »

26. L'article 36 de ladite loi est abrogé.

27. L'article 46 de ladite loi, modifié par l'article 100 du chapitre 51 des lois de 1969, est abrogé.

28. L'article 56 de ladite loi, modifié par l'article 7 du chapitre (*insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 30*) des lois de 1975, est remplacé par le suivant:

« **56.** Quiconque viole une prescription de la présente loi ou d'un règlement adopté sous son autorité commet une infraction et est passible, si aucune autre peine n'est prévue pour cette infraction, en outre du paiement des frais,

a) dans le cas d'un individu, d'une amende d'au moins deux cents dollars et d'au plus six cents dollars;

b) dans le cas d'une corporation ou d'une association, d'une amende d'au moins cinq cents dollars et d'au plus deux mille dollars;

c) pour une première récidive dans les deux ans, d'une amende dont le montant ne doit pas être inférieur ni supérieur au double des amendes prévues aux paragraphes *a* ou *b*, selon le cas;

d) pour toute autre récidive dans les deux ans, d'une amende dont le montant ne doit pas être inférieur ou supérieur au triple des amendes prévues aux paragraphes *a* ou *b*, selon le cas. »

29. L'article 57 de ladite loi, remplacé par l'article 3 du chapitre 46 des lois de 1971, est modifié:

a) par le remplacement, dans la deuxième ligne du second alinéa du paragraphe 1, des mots « la commission » par les mots « l'Office »;

b) par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes du sous-paragraphe *a* du paragraphe 2, des mots « de la commission ou du comité visé à l'article 32*l* » par les mots « à l'Office »;

ceding year, certified true by a chartered accountant resident in Québec.”

26. Section 36 of the said act is repealed.

27. Section 46 of the said act, amended by section 100 of chapter 51 of the statutes of 1969, is repealed.

28. Section 56 of the said act, amended by section 7 of chapter (*insert here chapter number of Bill No. 30*) of the statutes of 1975, is replaced by the following:

“ **56.** Any person who violates a prescription of this act or of a regulation made thereunder commits an offence and is liable, if no other penalty is provided for such offence, in addition to the costs,

(*a*) to a fine of not less than two hundred dollars nor more than six hundred dollars, in the case of an individual;

(*b*) to a fine of not less than five hundred dollars nor more than two thousand dollars, in the case of a corporation or partnership;

(*c*) for the first subsequent offence within two years, to a fine the amount of which must not be less nor more than twice the fines provided for in paragraph *a* or *b*, as the case may be;

(*d*) for any other subsequent offence within two years, to a fine the amount of which must not be less nor more than three times the fines provided for in paragraph *a* or *b*, as the case may be.”

29. Section 57 of the said act, replaced by section 3 of chapter 46 of the statutes of 1971, is amended:

(*a*) by replacing the word “commission” in the first and second lines of the second paragraph of subsection 1, by the word “board”;

(*b*) by replacing the words “commission or the committee contemplated in section 32*l*” in the second, third and fourth lines of subparagraph *a* of subsection 2, by the word “board”;

c) en remplaçant, partout où ils s'y rencontrent dans le paragraphe 6, les mots « la commission » par les mots « l'Office »;

d) par l'addition du paragraphe suivant:

« 8. Dans les cas visés au paragraphe 7, l'Office rembourse au salarié le salaire qu'il a perdu et du seul fait de ce remboursement, il est subrogé aux droits de ce salarié. »

30. L'article 58 de ladite loi, modifié par l'article 17 du chapitre 28 des lois de 1973, est de nouveau modifié par l'insertion, dans la quatrième ligne, après le mot « loi. », de ce qui suit: « Il peut également adopter tout règlement autorisant l'Office à utiliser pour son administration une partie des sommes qu'il perçoit au titre d'avantages sociaux et une partie ou la totalité des fonds ou des intérêts des fonds gardés en fidéicomis pour les congés payés, les avantages sociaux ou à quelque autre titre. »

31. Les articles 62 à 68 de ladite loi sont abrogés.

32. 1. Les employeurs de l'industrie de la construction sont tenus de soumettre à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, au plus tard le 1^{er} octobre 1975, les statuts et règlements d'une association sous le nom de « L'association des entrepreneurs en construction du Québec ».

2. Tout employeur de l'industrie de la construction est tenu d'adhérer à cette association et de transmettre sa cotisation à l'Office de la construction du Québec en même temps que son rapport mensuel.

L'Office remet à l'association les cotisations ainsi reçues avec un bordereau nominatif.

3. La cotisation doit être uniforme, d'après la base choisie par l'association.

33. Les statuts et règlements de l'association visée à l'article 32 devront prévoir:

a) le mode de convocation des assemblées;

(c) by replacing the word "commission" wherever it occurs in subsection 6 by the word "board";

(d) by adding the following subsection:

“(8) In the cases contemplated in subsection 7, the board shall reimburse to the employee the salary he has lost and by the sole fact of such reimbursement, it shall be subrogated in the rights of such employee.”

30. Section 58 of the said act, amended by section 17 of chapter 28 of the statutes of 1973, is again amended by inserting after the word “act.” in the fourth line, the following: “He may also make any regulation authorizing the board to use for its administration part of the sums collected by it as fringe benefits, and part or the whole of the funds or interest on the funds kept in trust for vacations with pay, fringe benefits or other purposes.”

31. Sections 62 to 68 of the said act are repealed.

32. (1) The employers of the construction industry must, not later than 1 October 1975, submit to the Lieutenant-Governor in Council for approval, the constitution and by-laws of an association under the name of “The Association of Building Contractors of Québec”.

(2) Every employer of the construction industry must be a member of such association and send his assessment to the Office de la construction du Québec with his monthly report.

The board shall remit to the association the assessments so received with a nominal roll.

(3) The assessment must be uniform, according to the basis chosen by the association.

33. The constitution and by-laws of the association contemplated in section 32 shall provide:

(a) for the mode of calling of meetings;

b) que l'élection des personnes occupant une fonction de direction, le lock-out, le montant de la cotisation et l'acceptation ou le rejet d'un projet de convention collective ne peuvent être décidés qu'au scrutin secret par la majorité des membres présents à une assemblée dûment convoquée et compte tenu du paragraphe g du présent article;

c) que tout membre a le droit d'exprimer sa dissidence lors de toute assemblée patronale ou de tout vote sans encourir aucune sanction;

d) que tout dirigeant chargé de la gestion financière de l'association doit déposer à l'Office un cautionnement d'un montant déterminé par ce dernier;

e) que tout membre a droit d'obtenir gratuitement de son association, à la fin de chaque année financière, un état détaillé, en français, des revenus et dépenses de son association;

f) que chacun des membres de l'association, selon le genre d'entreprise qu'il exploite, est réparti dans l'un des quatre secteurs suivants:

1. Secteur de la construction résidentielle;
2. Secteur de la construction industrielle;
3. Secteur de la voirie et des travaux de génie;
4. Secteur général, comprenant tout employeur non identifiable au secteur 1, 2 ou 3;

g) que les modalités de prise de décision, tant au niveau de l'association qu'au niveau de chacun des secteurs, doivent tenir compte de la représentativité de chacun des membres, qui correspond à la moyenne arithmétique des pourcentages suivants:

1. le pourcentage que représente ce membre par rapport à l'ensemble de tous les membres;

2. le pourcentage que représente le nombre d'heures travaillées par les salariés de chacun des membres par rapport au total des heures travaillées par l'ensemble des salariés de tous les membres.

34. L'association visée à l'article 32 doit s'occuper exclusivement des relations du travail dans l'industrie de la construction.

(b) that the election of persons occupying management posts, lock-outs, the amount of assessment and the acceptance or rejection of a draft collective agreement can only be decided by secret ballot by the majority of the members present at a meeting duly called and with account taken of paragraph g of this section;

(c) that every member has the right to express his dissent at any employers' meeting or at any vote without incurring any penalty;

(d) that any officer entrusted with the financial management of the association must deposit with the board security of the amount determined by the board;

(e) that every member has the right to obtain free of charge from his association, at the end of each financial year, a detailed statement of income and expenditures, in French, of his association;

(f) that each of the members of the association, according to the kind of enterprise he operates, is entered in one of the four following sectors:

1. The sector of residential construction;
2. The sector of industrial construction;
3. The sector of roads and engineering;
4. The general sector, comprising any employer who cannot be identified with sector 1, 2 or 3;

(g) that the terms and conditions of decision making at the association level and at the level of each of the sectors, must take into account the representativeness of each member, which corresponds to the arithmetic average of the following percentages:

1. the percentage that such member is of all the members;

2. the percentage that the number of hours worked by the employees of each of the members is of the total hours worked by all the employees of all the members.

34. The association contemplated in section 32 shall devote its time exclusively to labour relations in the construction industry.

Elle doit déposer à l'Office, au cours du mois de mars de chaque année, une copie de ses états financiers pour l'année précédente, certifiés conformes par un comptable agréé résidant au Québec.

35. S'il n'a pas été obtempéré à l'article 32 dans le délai imparti, le lieutenant-gouverneur en conseil, par règlement, donnera effet audit article, en tenant compte de l'article 33.

36. L'Office de la construction du Québec remplace la Commission de l'industrie de la construction et le Comité des avantages sociaux de l'industrie de la construction, lesquels sont abolis, et il en assume les droits et obligations.

Il devient, sans reprise d'instance, partie à toute instance intentée par ou contre cette Commission et ce Comité.

37. Dans toute loi ou proclamation ainsi que dans tout arrêté en conseil, contrat ou document, les mots « La Commission de l'industrie de la construction » et « Le comité des avantages sociaux de l'industrie de la construction » sont remplacés par les mots « L'Office de la construction du Québec ».

38. Les règlements adoptés par les organismes que remplace l'Office de la construction du Québec demeurent en vigueur, à moins d'incompatibilité avec la présente loi, jusqu'à leur modification ou leur remplacement par l'Office.

39. Jusqu'au remplacement du décret en cours dans l'industrie de la construction lors du dépôt de la présente loi, les membres et leur substitut, désignés par les associations représentatives d'employeurs et de salariés pour faire partie de la Commission de l'industrie de la construction sont les membres du Comité mixte de la construction établi par l'article 10 de la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction édicté par l'article 2 de la présente loi.

Durant la même période, les associations représentatives syndicales et patronales qui sont parties au décret actuellement en cours

It must file at the board, during the month of March each year, a copy of its financial statements for the preceding year, certified true by a chartered accountant resident in Québec.

35. If section 32 has not been complied with within the allotted delay, the Lieutenant-Governor in Council shall, by regulation, give effect to the said section, taking into account section 33.

36. The Office de la construction du Québec replaces the Construction Industry Commission and the Construction Industry Social Benefits Committee, and assumes their rights and obligations.

It becomes, without continuance of suit, a party to any proceeding instituted by or against such Commission or Committee.

37. In any act or proclamation, order in council, contract or document, the designation "The Construction Industry Commission" or "The Construction Industry Social Benefits Committee" are replaced by the designation "The Office de la construction du Québec".

38. The regulations made by the bodies replaced by the Office de la construction du Québec shall remain in force, unless inconsistent with this act, until their amendment or replacement by the board.

39. Until the decree in force in the construction industry at the tabling of this bill is replaced, the members and their substitutes, designated by the representative employers' associations and associations of employees as members of the Construction Industry Commission shall be the members of the joint Committee on Construction established by section 10 of the Construction Industry Labour Relations Act enacted by section 2 of this act.

During the same period, the unions and employers' representative associations which are parties to the decree presently in force

s'expriment, au Comité, de la façon prévue au paragraphe 9 de l'article 32 de la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction tel qu'il se lisait avant son remplacement par la présente loi.

40. Les associations existantes lors du dépôt du présent projet, auxquelles s'applique l'article 33*b* de la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction édicté par l'article 25 du présent projet doivent se conformer à cet article 33*b* au plus tard le 1^{er} septembre 1975, sous peine d'encourir, pour chaque jour ou partie de jour que dure le défaut, la pénalité prévue à l'article 56 de ladite Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction.

41. Le paragraphe 1 de l'article 32*b* de la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction tel qu'édicté par l'article 15 de la présente loi, entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.

42. L'obligation de l'employeur de remettre à l'Office la cotisation qu'il a perçue suivant l'article 7*g* de la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction et l'obligation de l'Office de transmettre cette cotisation à l'association représentative n'aura d'effet qu'à compter du remplacement du décret actuellement en cours.

Il en est de même pour les obligations créées à l'association d'employeurs et à l'Office par le paragraphe 2 de l'article 32 de la présente loi.

43. Sous réserve des articles 41 et 42, la présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

shall vote, at the Committee, in the manner provided in subsection 9 of section 32 of the Construction Industry Labour Relations Act as it read before its replacement by this act.

40. The associations existing at the tabling of this bill, to which applies section 33*b* of the Construction Industry Labour Relations Act enacted by section 25 of this bill, must comply with such section 33*b* not later than 1 September 1975, under pain of incurring, for each day or part of day the default continues, the penalty provided in section 56 of the Construction Industry Labour Relations Act.

41. Subsection 1 of section 32*b* of the Construction Industry Labour Relations Act, as enacted by section 15 of this act, shall come into force on the date fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council.

42. The obligation for the employer to remit to the board the assessments he has collected under section 7*g* of the Construction Industry Labour Relations Act and the obligation for the board to remit such assessments to the representative association shall have effect only upon the replacement of the decree presently in force.

The same applies to the obligations created for the employers' association and for the board by subsection 2 of section 32 of this act.

43. Subject to sections 41 and 42, this act shall come into force on the day of its sanction.